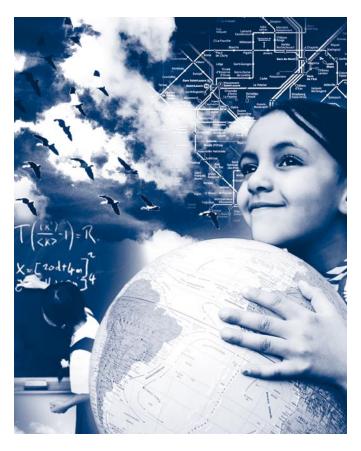
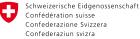
Le développement durable en bref – 2008

17 indicateurs-clés pour mesurer les progrès





La Suisse est-elle sur la voie du développement durable? Poursuitelle cet objectif, qui est inscrit dans la Constitution fédérale de 1999 et ancré dans la politique de la Confédération au travers de la Stratégie 2008-2011 du Conseil fédéral?

La présente brochure traite du développement durable en posant quatre questions fondamentales, auxquelles elle apporte des éléments de réponse sous une forme condensée et aisément compréhensible. Ces informations sont fournies par dix-sept indicateurs-clés, tous tirés du système d'indicateurs MONET.

Ces indicateurs n'apportent pas de réponse absolue aux questions posées, car le développement durable ne poursuit pas d'objectifs chiffrés. Basés sur les postulats MONET, qui fixent la direction à prendre pour aller vers un développement durable, ils renseignent sur les évolutions que l'on peut observer aujourd'hui.

Pour une définition du développement durable, voir la page 22.

Un indicateur-clé est un représentant de tout un groupe d'indicateurs. Il met en évidence de façon simplifiée les grandes tendances et les aspects caractéristiques d'un phénomène.

MONET est un système d'indicateurs destiné à mesurer le développement durable. Il propose au public et aux acteurs politiques plus de 120 indicateurs qui sont régulièrement mis à jour. Le système est fondé sur une série de postulats qui définissent les objectifs qualitatifs du développement durable sous la forme d'exigences concrètes.

Pour plus d'informations concernant MONET: www.monet.admin.ch

Sur la voie du développement durable?

La Suisse évolue-t-elle vers une société durable? Les réponses aux quatre questions ci-après permettent d'estimer si nous sommes sur la bonne voie:

1 Satisfaction des besoins – quelle est notre qualité de vie aujourd'hui?

Nous souhaitons tous pouvoir aménager notre vie autant que possible selon nos besoins. Le développement durable implique que chaque individu a le droit, dans cette optique, de vivre dignement.

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

Le développement durable signifie que tous les individus doivent pouvoir accéder équitablement à des ressources importantes comme l'argent, l'information, la santé et l'air propre. Les injustices, les grandes inégalités et la pauvreté doivent être combattues au niveau national et international.

3 Préservation du capital - que laisserons-nous à nos enfants?

Le développement durable veut aussi dire que nous devons consommer aujourd'hui en pensant à nos enfants et petits-enfants. Les capitaux économique, écologique et social doivent être préservés et renouvelés. Nous ne devrions pas entamer ces capitaux, mais ne vivre que des intérêts qu'ils produisent.

4 Découplage – notre utilisation des ressources est-elle rationnelle?

La Suisse, pays hautement développé, présente aujourd'hui un modèle de production et de consommation qui porte atteinte à l'environnement et qui utilise beaucoup de ressources. Si ce modèle était repris par tous les pays du monde, son impact ne serait pas supportable écologiquement. Il convient donc d'utiliser les ressources naturelles de manière plus efficiente. La consommation des ressources et l'utilisation de l'environnement doivent diminuer non seulement en termes relatifs, mais aussi en termes absolus.

Sommes-nous sur la bonne voie?

Aperçu des 17 indicateurs-clés:

. ,		
1 Satisfaction des besoins – quelle est notre qualité de vie aujourd'hui?	Appréciation	page
La santé de la population s'améliore.	+	5
Les revenus n'augmentent pas.	≈	6
La violence augmente.		7
Le taux de sans-emploi est stable.	≈	8
2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?	Appréciation	page
La pauvreté ne recule pas.	≈	9
Les dépenses pour l'aide au développement stagnent.	≈	10
Les salaires des femmes se rapprochent lentement de ceux des hommes.	+	11
3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?	Appréciation	page
Les compétences en lecture des jeunes ne s'améliorent guère.	≈	12
La dette a augmenté.	_	13
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne.	≈	14
Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente.	+	15
Les populations d'oiseaux nicheurs fluctuent.	≈	16
Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent.		17
4 Découplage – notre utilisation des ressources est-elle rationnelle?	Appréciation	page
Les transports de marchandises croissent plus forte- ment que l'économie.		18
La part des transports publics augmente.	+	19
La consommation d'énergies fossiles par habitant est stable.	≈	20
L'intensité matérielle est fluctuante.	≈	21
Légende: Appréciation de l'évolution depuis 1990: : positive (vers le développement durable)	_ 	

: négative (contraire au développement durable)

≈ : neutre

Santé



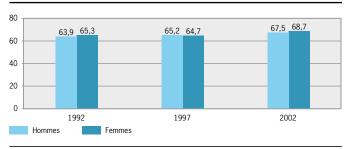
La santé de la population s'améliore.

La santé de l'être humain doit être préservée et favorisée.

Lorsqu'une personne se sent en bonne santé, elle est souvent plus satisfaite de son existence que lorsqu'elle est malade ou souffre d'un handicap. Elle est aussi plus productive. Vivre longtemps et en bonne santé profite tout d'abord aux personnes concernées. Mais il est aussi dans l'intérêt de l'économie et de la société que les individus soient en bonne forme.

Espérance de vie en bonne santé

Espérance de vie à la naissance, en années



© OFS

- En 10 ans, l'espérance de vie en bonne santé a augmenté de 3,4 ans pour les femmes et de 3,6 ans pour les hommes.
- En 2002, elle était de 67,5 ans pour les hommes et de 68,7 ans pour les femmes.
- En 2006, l'espérance de vie en général était de 84,0 ans pour les femmes et de 79,1 ans pour les hommes.

Revenus



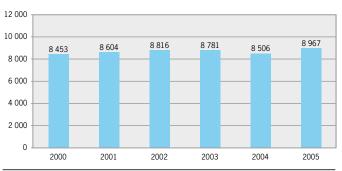
Les revenus n'augmentent pas.

Chaque être humain doit avoir la possibilité de satisfaire ses besoins vitaux. Il doit disposer d'une certaine marge de manœuvre pour satisfaire également des besoins allant audelà des nécessités vitales.

On ne peut satisfaire ses besoins vitaux matériels comme manger et s'habiller si l'on ne dispose pas de moyens financiers suffisants, qui proviennent généralement du revenu. Certains besoins immatériels comme la formation ou la santé sont aussi plus difficiles à satisfaire pour les personnes qui n'ont pas suffisamment d'argent.

Revenu des ménages

Revenu mensuel brut moyen des ménages à prix courants en francs



© OFS

- Entre 2000 et 2005, on n'a pas enregistré d'augmentation sensible du revenu mensuel brut moyen des ménages.
- Cependant, comme le nombre de personnes par ménage a diminué, le revenu disponible par personne a augmenté.
- Les 20% des ménages aux revenus les plus élevés gagnent près de cinq fois plus que les 20% des ménages aux revenus les plus bas.

Sécurité



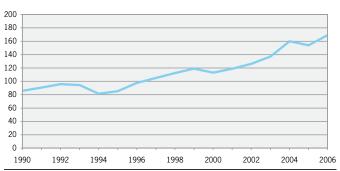
La violence augmente.

La sécurité corporelle fait partie des besoins vitaux.

Le nombre de délits violents (avec atteintes à l'intégrité corporelle) est un indicateur du degré de satisfaction de ce besoin.

Délits violents

Délits avec atteinte à l'intégrité physique (homicides, lésions corporelles, brigandages, viols) enregistrés par la police pour 100'000 habitants



© OFS

Sources: Office fédéral de la police; Office fédéral de la statistique

- Le nombre de délits violents enregistrés par la police augmente régulièrement.
- En 2006, on a enregistré en Suisse au total près de 13'000 délits violents.
- L'augmentation enregistrée pourrait être due à une plus forte tendance à dénoncer les actes de violence. Il est cependant probable que les actes de violence domestique et les viols ne soient pas toujours dénoncés.

Chômage

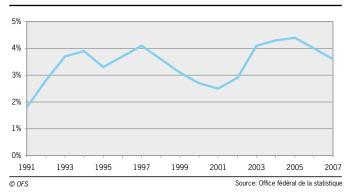


Le taux de sans-emploi est stable.

Les personnes qui le souhaitent devraient pouvoir subvenir à leurs besoins grâce à un emploi valorisant.

Dans les pays développés, le chômage est l'une des principales causes de pauvreté et d'exclusion sociale. La statistique des personnes sans emploi recense toutes les personnes sans travail à la recherche d'un emploi; elle est ainsi plus complète que la statistique des chômeurs, souvent utilisée, qui ne prend en compte que les demandeurs d'emploi inscrits dans les offices régionaux de placement (ORP).

Taux de sans-emploi Proportion de sans-emploi dans la population active



- Durant les 15 dernières années, le taux de personnes sans emploi a connu des fluctuations importantes; en 2007, il s'élevait à 3,6%.
- Le taux de sans-emploi est fortement influencé par la situation conjoncturelle.
- En 2007, plus de 156'000 personnes étaient sans emploi.
- Le taux de personnes sans emploi est presque deux fois plus élevé chez les jeunes salariés (15 à 24 ans) que dans l'ensemble de la population en âge de travailler (15 à 65 ans).

Pauvreté



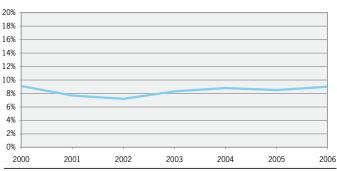
La pauvreté ne recule pas.

Une vie dans la dignité exclut tout état de pauvreté.

Ne pas vivre dans la pauvreté signifie en premier lieu que les besoins dont la satisfaction est nécessaire à la survie (alimentation, habillement, logement et soins médicaux de base) sont satisfaits. Mais il convient de tenir aussi compte de besoins allant au-delà de ces besoins vitaux, tels que les contacts humains et la participation à la vie active.

Personnes vivant sous le seuil de pauvreté

Part des personnes en âge de travailler (de 20 à 59 ans) vivant sous le seuil de pauvreté



- © OFS Source: Office fédéral de la statistique
- Entre 2000 et 2006, la part des personnes pauvres a d'abord légèrement diminué, avant de revenir au niveau de 2000.
- En 2006, près de 380'000 personnes vivaient en Suisse en dessous du seuil de pauvreté. Ce nombre ne tient compte ni des enfants ni des personnes retraitées.
- Le taux de pauvreté des femmes est plus élevé de deux cinquièmes que celui des hommes.

Aide au développement



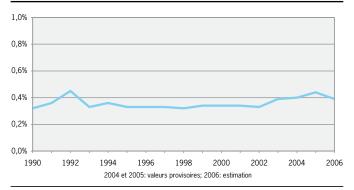
Les dépenses pour l'aide au développement stagnent.

La pauvreté dans les pays en développement doit être combattue.

Le droit à une vie dans la dignité et exempte de pauvreté n'est pas limité à la Suisse. Dans un développement dit durable, les personnes vivant dans des pays plus pauvres doivent également pouvoir accéder de manière appropriée aux diverses ressources.

Aide publique au développement

Par rapport au revenu national brut au prix du marché (précédemment produit national brut)



© OFS

Sources: Direction du développement et de la coopération, Secrétariat d'Etat à l'économie

- La part de l'aide au développement dans le revenu national brut (RNB) suisse est demeurée stable durant les années 1990, avant d'augmenter légèrement au début du nouveau millénaire. Ces dix dernières années, 0,35% du revenu national brut a été consacré, en moyenne, à l'aide au développement.
- En 2006 les pouvoirs publics suisses ont consacré un peu plus de 2 milliards de francs à l'aide au développement.
- La contribution de la Suisse se situe bien au-dessous de la valeur préconisée par l'ONU, qui est de 0,7% du RNB.

Egalité



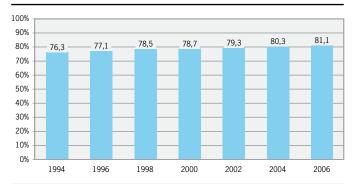
Les salaires des femmes se rapprochent lentement de ceux des hommes.

Chaque individu doit avoir les mêmes droits et les mêmes chances; les ressources doivent être réparties équitablement.

Si deux personnes reçoivent des salaires différents pour le même travail, il y a inégalité des droits et des chances. La discrimination des femmes sur le plan salarial s'accompagne souvent d'autres inégalités, telles qu'un accès plus difficile à des positions professionnelles influentes.

Disparités salariales selon le sexe

Salaire mensuel brut des femmes par rapport à celui des hommes



© OFS

- Entre 1994 et 2006, les disparités salariales entre femmes et hommes ont légèrement diminué.
- En 2006, les femmes gagnaient en moyenne 1'150 francs par mois de moins que les hommes, ce qui correspond à une différence de presque 20%.
- Cette différence entre les sexes s'explique en partie par le fait que les femmes travaillent plus souvent dans des professions où les salaires sont bas et qu'elles ont en moyenne des formations moins poussées et moins d'expérience professionnelle.
- Pourtant, même avec une formation et une fonction équivalentes, les femmes continuent de gagner en moyenne moins que les hommes.

Compétences en lecture des jeunes



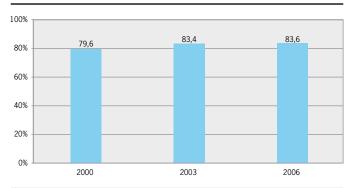
Les compétences en lecture des jeunes ne s'améliorent guère.

La capacité de comprendre et de traiter des informations doit être encouragée; la compétitivité de la Suisse doit être préservée et favorisée.

Les jeunes qui ne comprennent pas les textes écrits, ou seulement avec peine, sont souvent moins en mesure de faire face à des mutations sociales de manière constructive. La faculté d'innover et la compétitivité de l'économie dépendent aussi du niveau de formation de la population.

Compétences en lecture des jeunes de 15 ans

Part des jeunes de 15 ans qui atteignent au moins le niveau de compétence 2 en lecture (sur une échelle de <1 à 5)



© OFS

- Entre 2000 et 2006, la part des élèves capables de résoudre des exercices de lecture élémentaires à complexes n'a pas progressé de manière significative. En 2006, plus de 80% des jeunes pouvaient lire et comprendre des textes simples à complexes (niveaux de compétence 2 à 5).
- Plus de 5% des élèves ne sont en revanche pas en mesure de désigner le thème central d'un texte et d'en restituer les informations (niveau de compétence inférieur à 1).

Dette publique



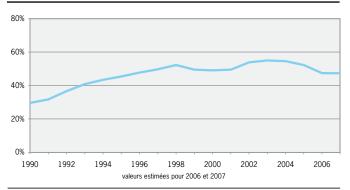
La dette a augmenté.

La marge de manœuvre des générations futures ne doit pas être restreinte.

On parle d'un endettement important lorsque l'Etat n'est plus à même d'assurer des tâches essentielles en raison de ses dettes ou ne peut le faire que de manière limitée. Un taux d'endettement élevé pèse sur les générations d'aujourd'hui et de demain, car le paiement des intérêts engage des moyens financiers considérables, qui ne peuvent être utilisés à d'autres fins.

Taux d'endettement des administrations publiques

Dette brute de la Confédération, des cantons et des communes (sans les assurances sociales) par rapport au produit intérieur brut



© OFS

Source: Administration fédérale des finances

- Le taux d'endettement des collectivités publiques a fortement augmenté depuis 1990. Dans les dernières années, on a cependant pu légèrement réduire ces dettes.
- En 2006, la dette cumulée de la Confédération, des cantons et des communes s'élevait à 236 milliards de francs.
- La dette de la Confédération représentait plus de la moitié de cette dette totale, celle des cantons un tiers et celle des communes un sixième.

Investissements



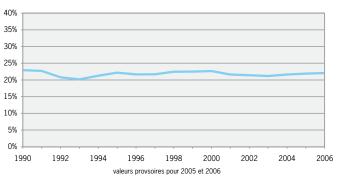
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne.

L'efficacité économique de la société doit être préservée ou améliorée.

Une économie qui veut rester efficace doit notamment produire des biens et des services en suffisance. La production implique des investissements, par exemple dans les bâtiments, les équipements et les moyens de transport.

Part des investissements au produit intérieur brut

Formation brute de capital fixe par rapport au produit intérieur brut



© OFS

- Depuis 1990, la part des investissements dans le produit intérieur brut n'a que peu évolué.
- En 2006, les investissements se sont élevés à plus de 100 milliards de francs, ce qui correspond à un cinquième du produit intérieur brut.

Innovation et technologie



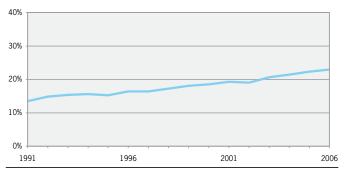
Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente.

L'efficacité économique de la société doit être préservée ou améliorée.

La recherche et la technologie sont des moteurs essentiels de l'innovation, qui est elle-même une condition importante pour que l'économie soit durablement performante. Une main-d'œuvre bien formée dans ces domaines contribue à assurer la compétitivité de la Suisse.

Ressources humaines en science et technologie (S-T)

Part des personnes formées et actives en S-T dans la population active occupée



© OFS

- La proportion de personnes formées et travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques par rapport à l'ensemble des actifs occupés s'est nettement accrue depuis le début des années 1990.
- En 2006, 930'000 personnes appartenaient à cette catégorie de travailleurs, ce qui représente plus d'un cinquième des personnes actives occupées.
- Cette évolution montre que la Suisse s'adapte à la concurrence plus vive qui prévaut à l'échelle mondiale.

Biodiversité



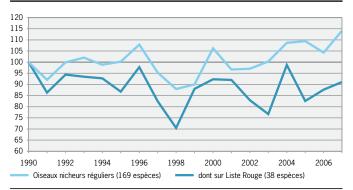
Les populations d'oiseaux nicheurs fluctuent.

La diversité de la nature doit être sauvegardée.

La diversité biologique est importante à plusieurs égards: elle maintient par exemple l'écosystème en équilibre et recèle un potentiel permettant de développer de nouveaux médicaments. La diversité des animaux et des plantes ne peut être préservée qu'en sauvegardant la diversité de leur habitat, qui comprend des forêts, des prairies et des terres arables.

Populations d'oiseaux nicheurs

Evolution des populations d'oiseaux nicheurs en Suisse Indice 1990 = 100



© OFS

Source: Station ornithologique suisse de Sempach

- Si l'on considère les 169 espèces évaluables parmi les 171 espèces d'oiseaux nichant régulièrement en Suisse, une tendance légèrement positive peut être constatée. Ceci est dû à une augmentation de nombreuses espèces largement répandues ces dernières années.
- Si l'on examine les 38 espèces menacées inscrites sur la Liste Rouge de 2001, on remarque d'importantes fluctuations. Pour de nombreuses espèces, aucune tendance négative significative est à constater, leurs populations restent pourtant à un niveau bas. À long terme, l'évolution des effectifs des espèces placées sur la Liste Rouge révèle le degré d'efficacité des mesures prises en faveur de la protection des espèces menacées.
- La Liste Rouge regroupe les espèces menacées ou rares. Un des critères importants de l'inscription d'une espèce dans cette liste est le recul de sa population.

Surfaces bâties



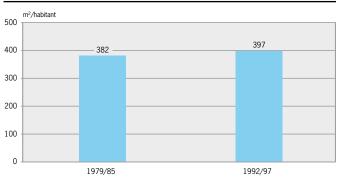
Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent.

Il s'agit de sauvegarder durablement les ressources naturelles.

Le sol est l'une des ressources naturelles les plus importantes pour les humains, les animaux et les plantes. La construction d'habitations, de routes et de sites industriels entraîne obligatoirement une perte de surfaces agricoles et de biotopes importants; il n'est guère possible d'inverser ce processus, qui concerne donc aussi les générations à venir.

Surface d'habitat et d'infrastructure par habitant

Zones construites, zones industrielles, surfaces d'infrastructure spéciales, ainsi que les aires de loisirs, les jardins aménagés et les voies de communication



© OFS

- Entre les années 1980 et les années 1990, la surface bâtie par personne s'est accrue de près de 4%.
- Les surfaces bâties ont progressé au total de 13%, ce qui représente une surface de 327 km², soit une étendue plus grande que le territoire du canton de Schaffhouse.
- Au milieu des années 1990, on comptait en Suisse environ 400 m² de surface d'habitat et d'infrastructure par personne (ce qui correspond à environ deux courts de tennis).
- La moitié des surfaces bâties sont dévolues aux bâtiments, 30% sont utilisées comme surfaces de transport et 6% servent d'espaces verts et de lieux de détente.

Transport de marchandises



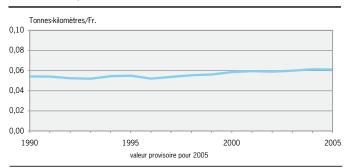
Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie.

La charge environnementale occasionnée par la pollution doit être réduite autant que possible.

Pour fonctionner, une économie doit obligatoirement transporter des marchandises. Mais le transport de marchandises, notamment par la route, crée aussi des problèmes de bruit et de pollution et augmente la consommation de ressources. Il faut donc faire en sorte de maintenir le volume des transports de marchandises au niveau le plus faible possible par rapport au rendement de l'économie.

Intensité du transport de marchandises

Prestations de transport de marchandises par rapport au produit intérieur brut à prix constants de 2000



© OFS

- Les prestations de transport du trafic marchandises se sont accrues ces quinze dernières années plus fortement que l'économie nationale. Ce qui signifie que pour chaque franc gagné, il faut transporter toujours plus de marchandises, sur des trajets toujours plus longs.
- En 2005, le volume de marchandises transportées, par la route ou par le rail, a représenté plus de 27 milliards de tonnes-kilomètres.
- Cette évolution est surtout due au fait que l'on produit toujours plus de biens dans toujours moins de lieux, ce qui entraîne un allongement des trajets.
- Si trois cinquièmes des marchandises étaient encore transportées par le rail au début des années 1970, cette proportion n'était plus que de deux cinquièmes en 2005.

Transport de personnes



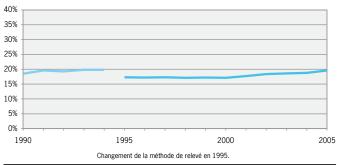
La part des transports publics augmente.

La charge environnementale occasionnée par la pollution doit être minimisée.

La mobilité est un besoin humain fondamental et une condition importante pour assurer le fonctionnement d'une économie. Le choix des moyens de transport est déterminant: se déplacer avec les transports publics, à vélo ou à pied, c'est mieux pour l'environnement, mieux pour la santé et, en général, plus efficace économiquement.

Répartition modale du transport de personnes

Part des transports publics dans l'ensemble des transports terrestres de personnes (en personnes-kilometres, sans le trafic lent)



© OFS

- La part des transports publics dans ensemble des transports a augmenté depuis 1990 et s'élevait à 20% en 2005.
- En 2005, le nombre de kilomètres parcourus par personne était de 60% plus élevé qu'au début des années 1970.
- La part du trafic lent (déplacements à vélo ou à pied) dans l'ensemble du trafic est de 6%. La voiture est de loin le moyen de transport le plus utilisé pour le transport de personnes.

Consommation d'énergies fossiles

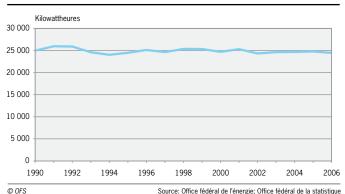


La consommation d'énergies fossiles par habitant est stable.

Les ressources non renouvelables doivent être utilisées avec modération.

Les carburants et combustibles fossiles font partie des ressources non renouvelables essentielles au fonctionnement de notre société. Ils sont également la principale source des gaz à effet de serre, qui influencent le climat, et des polluants de l'air, qui ont un impact sur la santé humaine.

Consommation de carburants et de combustibles fossiles Consommation brute par personne



Source: Office federal de l'energie; Office federal de la statistiqui

- La consommation d'énergies fossiles par personne est restée stable depuis 1990.
- La consommation annuelle par habitant s'élève à 24'000 kilowattheures, ce qui correspond à 2'880 litres d'essence.
- À la suite de l'accroissement de la population, la consommation totale d'énergies fossiles a augmenté de 9% depuis 1990, ce qui est contraire aux exigences du développement durable. En 2006, elle s'est élevée à 660'730 térajoules, ce qui correspond à près de 22 millions de m³ d'essence, soit plus de 270'000 wagonsciternes.

Consommation de matières



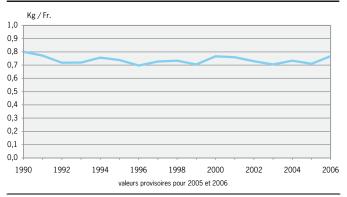
L'intensité matérielle est fluctuante.

Les flux de matières et d'énergie doivent être optimisés, les ressources naturelles sauvegardées durablement.

Une «dématérialisation» de notre société, et par là une diminution des pressions sur l'environnement exercées par les activités économiques et les autres activités humaines, constitue un enjeu déterminant sur la voie du développement durable. L'ensemble des besoins matériels d'un pays (TMR) est la somme de tous les flux directs entrants (extraction indigène de biomasse et de minéraux utilisée, plus les importations) et des flux indirects (extraction indigène non utilisée et flux cachés liés aux importations). On mesure l'intensité matérielle en divisant l'ensemble des besoins matériels par le produit intérieur brut.

Intensité matérielle

Ensemble des besoins matériels (TMR) par unité de produit intérieur brut (PIB)



© OFS

- L'intensité matérielle de la Suisse a fluctué entre 1990 et 2006.
- La «dématérialisation» observée entre 1990 et 1996 est essentiellement due à l'absence de croissance économique et à la forte diminution des activités dans le domaine de la construction.
- En 2006, l'ensemble des besoins matériels atteignait 356 millions de tonnes au total, soit 47 tonnes par personne.

Qu'est-ce que le développement durable?

Le développement durable implique que les êtres humains vivant actuellement puissent répondre à leurs besoins, sans compromettre la capacité des générations à venir de répondre aux leurs.

Deux éléments jouent à cet égard un rôle central:

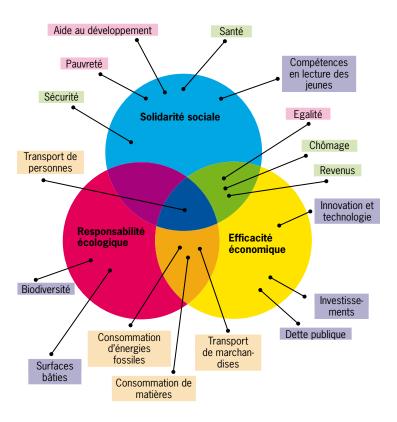
- la définition des besoins, plus précisément celle des besoins vitaux des pauvres dans le monde.
- l'acceptation de l'idée que l'environnement ne dispose pas de ressources illimitées et qu'il ne peut absorber à volonté les déchets que nous produisons et les polluants que nous émettons.

C'est ainsi que la Commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement («Commission Brundtland») a défini le développement durable en 1987. Les dispositions en matière de développement durable de la Constitution fédérale suisse (art. 2 et 73) et le système d'indicateurs MONET s'appuient sur cette définition. Prendre en compte simultanément les besoins vitaux de tous les individus, les exigences d'équité et les charges limites que l'environnement peut supporter constitue un défi complexe. On représente les différents aspects de ce défi à l'aide du «modèle tridimensionnel» du développement durable. D'après ce modèle, le développement durable se caractérise par trois objectifs qualitatifs:

- · l'efficacité économique,
- · la solidarité sociale,
- la responsabilité écologique.

Ces trois objectifs sont liés: aucun d'entre eux ne peut être considéré indépendamment des autres. Ainsi, un développement économique ne peut être durable que si les écosystèmes sont en bonne santé et si les personnes bénéficient d'une bonne formation. Mais les trois objectifs peuvent également, dans certains cas, entrer mutuellement en conflit. Ainsi, une hausse des revenus est une chose souhaitable du point de vue social, car elle permet une amélioration des conditions de vie de l'individu; mais cette hausse entraînera vraisemblablement une augmentation de la consommation et, de ce fait, une plus grande utilisation de ressources naturelles et d'énergie, ce qui est préoccupant du point de vue écologique. Le développement durable vise à combiner des mesures d'optimisation, des processus d'évaluation transparents et, autant que faire se peut, des solutions valables à long terme. Le graphique de la page suivante présente la position des indicateurs-clés par rapport aux trois objectifs et à leurs intersections.

Vue d'ensemble des indicateurs-clés, présentés selon les trois objectifs qualitatifs



Informations complémentaires sur Internet:

MONET – Mesurer le développement durable indicateurs, postulats, publications, tableau de bord du développement durable: www.monet.admin.ch

Informations complètes sur la politique suisse en matière de développement durable: www.are.admin.ch/developpementdurable

Publications:

Conseil fédéral: Stratégie pour le développement durable: Lignes directrices et plan d'action 2008-2011. Berne, 2008.

Comité interdépartemental pour le développement durable (CIDD): La Stratégie 2002 pour le développement durable: Bilan et recommandations pour son renouvellement, Berne, 2007.

Comité interdépartemental pour le développement durable (CIDD): La Suisse sur la voie du développement durable – Points de repères, Berne, 2007.

OFS, ARE, OFEFP: Le développement durable en Suisse – Indicateurs et commentaires, Neuchâtel, 2003.

OFS, ARE, OFEFP: Monitoring du développement durable MONET – Rapport final, méthodes et résultats, Neuchâtel, 2003.

Impressum:

Editeur: Office fédéral de la statistique

Conception et rédaction de la première édition, 2005:

Hannah Scheuthle, OFS

Rédaction de la deuxième édition, 2008:

Sabine Kollbrunner, OFS

Illustration de la page de titre: Rouge de Mars, Neuchâtel

Graphisme: DIAM, Prepress/Print, OFS.

Langues: disponible en versions pdf ou imprimées en allemand, français, italien et anglais. Traduction: services linguistiques de l'OFS.

Renseignements: Office fédéral de la statistique, Section Environnement, développement durable et agriculture / Analyses spatiales. André de Montmollin. tél.: 032 713 64 72. E-mail: monet@bfs.admin.ch

Commandes: N° de commande: 735-0800, gratuit.

Tél.: 032 713 60 60, E-mail: order@bfs.admin.ch, Fax: 032 713 60 61